



Cahier des clauses administratives particulières N°PFC SO-SM1-1230-LM

Relatif à l'exécution de prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de gardiennage et de sécurité incendie au profit des armées, directions et services relevant du périmètre de la Plateforme Commissariat Sud-Ouest

établi en application :

- du code de la commande publique¹
- du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services².

Annexes :

- annexe A : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense encadrant les prestations effectuées dans un organisme relevant du ministère des Armées par une entreprise extérieure (consultable sur le site LEGIFRANCE, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041914759>).
- annexe B : Instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la Défense Nationale approuvé par arrêté du 9 août 2021 (consultable sur le site LEGIFRANCE, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927068>).
- annexe C : Engagement de responsabilité.
- annexe D : Contrôle primaire.
- annexe E : Cartographie et calendrier prévisionnel.
- annexe F : Modèle de marché subséquent.
- annexe G : Flyer présentation Défense Mobilité

¹ Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818593R) et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818600D), ci-après dénommés « CCP »

² Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – NOR ECOM2106868A , ci-après dénommé « CCAG/FCS »

Table des matières

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
2.1	Forme de l'accord-cadre et des marchés subséquents	6
2.2	Volumes de l'accord-cadre et des marchés subséquents	7
3	DUREE ET DÉBUT D'EXÉCUTION	7
3.1	Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	7
3.2	Début d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents	8
3.3	Obligation de résultat.....	8
4	DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
5	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTÈRE PERSONNEL	9
6	MODALITÉS D'EXÉCUTION	9
6.1	Représentation des parties	9
6.1.1	Représentation de l'acheteur.....	9
6.1.2	Représentation du titulaire	10
6.1.3	Revue de contrat.....	10
6.2	Condition d'exécution.....	10
6.2.1	Remplacement des intervenants.....	10
6.2.2	Émission et exécution des bons de commande	11
6.3	Obligations des titulaires	11
6.3.1	Obligations de conseil.....	11
6.3.2	Obligations d'information	11
6.3.3	Obligations de confidentialité	12
6.3.4	Mesures de sécurité.....	12
6.4	Responsabilité du titulaire.....	15
6.5	Documents requis des titulaires des marchés subséquents.....	15
6.6	Liste nominative du personnel.....	16
6.7	Comportement du personnel	16
6.8	Circonstances exceptionnelles	17
6.9	Développement durable	17
6.9.1	Clause sociale	17
6.9.2	Clauses environnementales.....	21
6.10	Changement de situation.....	24
6.11	Modifications en cours d'exécution des marchés	24
6.11.1	Modifications mineures	24
6.11.2	Clauses de réexamen	24
6.11.3	Modification des prestations	24
6.12	Constatation de l'exécution des prestations et admission	27
6.12.1	Contrôle.....	27

6.12.2	Opérations de vérification et admission des prestations.....	29
6.12.3	Contestations éventuelles.....	29
6.13	Pénalités et réfections.....	30
6.13.1	Pénalités liées à l'exécution.....	30
6.13.2	Pénalités pour retard de transmission des documents.....	30
6.13.3	Pénalités pour non-respect des clauses d'exécution du marché subséquent.....	30
6.13.4	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	32
6.13.5	Pénalités et éviction pour non présentation d'une offre et présentation d'offres irrégulières.....	33
6.13.6	Réfections.....	33
6.13.7	Indemnité forfaitaire compensatoire de suspension d'exécution des prestations ponctuelles.....	34
7	ÉQUIPEMENT.....	34
8	MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	34
9	RÉGIME FINANCIER.....	35
9.1	Forme des prix et modalités de leur détermination.....	35
9.2	Variation des prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	36
9.2.1	Accord-cadre.....	36
9.2.2	Marchés subséquents.....	36
9.3	Avances.....	37
9.4	Modalités financières.....	37
9.5	Mentions obligatoires.....	37
9.6	Transmission des factures.....	38
9.7	Mode de règlement des factures.....	39
9.8	Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	39
9.9	Retenue de garantie et cautionnement.....	39
9.10	Cessions de créance.....	39
9.11	Taux de TVA.....	39
9.12	Monnaie.....	39
10	DISPOSITIONS DIVERSES.....	39
10.1	Forme des notifications et des informations.....	39
10.2	Langue.....	40
10.3	Sous-traitance.....	40
10.4	Responsabilité.....	41
10.5	Assurances.....	41
10.6	Autres obligations administratives.....	41
10.7	Résiliation.....	42
10.8	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	42
10.9	Différends.....	42

10.10	Redressement judiciaire – Liquidation judiciaire.....	43
10.11	Respect de la législation	44
10.12	Litiges et contentieux	44
10.13	Plan de progrès.....	44
11	ACHATS RESPONSABLES AU SEIN DU MINISTÈRE DES ARMÉES	45
11.1	Incitation à la démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR)	45
11.2	Incitation au soutien à l’activité réserve et à la garde nationale.....	45
12	INCITATION A LA CERTIFICATION DES ENTREPRISES SUITE A L’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	46
13	DÉROGATIONS AU CCAG.....	47

GLOSSAIRE :

Accord-cadre	: contrat par lequel l'acheteur s'engage à passer des marchés subséquents auprès des titulaires.
Acheteur	: désigne la personne qui conclut les accords-cadres et les marchés subséquents ci-après désignée la PFC SO.
Avenant	: acte modificatif à l'accord-cadre ou au marché subséquent.
BdD	: Base de défense constituant une aire géographique au sein de laquelle des formations du ministère des armées bénéficient de soutiens mutualisés et coordonnés par un ou plusieurs groupements de soutien de base de défense.
C.C.A.P	: cahier des clauses administratives particulières.
CCAG-FCS	: cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
CCP	: code de la commande publique. Code juridique français regroupant les dispositions régissant les contrats de la commande publique.
C.C.T.P.	: cahier des clauses techniques particulières.
CDD	: contrat à durée déterminée.
CDI	: contrat à durée indéterminée.
CNAPS	: Conseil national des activités privés de sécurité.
Contrats	: accord-cadre et marchés subséquents.
DOS	: dossier opérationnel de sécurité de site.
GES	: organisation patronale de la filière de la prévention et sécurité privée.
GSC	: groupements de soutien commissariat organisme interarmées disposant de l'autonomie financière au sein d'une BdD et assurant les fonctions mutualisées d'administration générale et de soutien commun.
Marchés Subséquents	: marchés passés sur le fondement d'un accord-cadre.
MINARM	: Ministère des armées
OS	: ordre de service.
PLACE	: plateforme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat.
PFC SO	: Plateforme commissariat Sud-Ouest. Organisme en charge de réaliser des missions dans le domaine des achats, des finances et de la restauration, de l'hébergement et des Loisirs au profit des GSC relevant de son périmètre.
Titulaires	: opérateurs économiques qui concluent les contrats (accords-cadres et les marchés subséquents) avec la PFC SO. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre multi attributaires a pour objet de fixer les termes des marchés subséquents relatifs à l'exécution de prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de gardiennage et de sécurité incendie au profit des armées, directions et services relevant de la Plate-forme Commissariat Sud-Ouest (PFC SO) répartis en 14 postes.

La cartographie de principe des périmètres figure en annexe F.

L'accord-cadre est un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents passé en vertu du CCP.

Cet accord-cadre s'exécute par la passation de marchés subséquents entraînant la remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, conformément aux articles R2162-2, R2162-7, R2162-8 et R2162-10 du CCP.

La description des prestations et leurs conditions d'exécution sont spécifiées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) n° PFC SO-SM1-1230-LM de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à être en mesure d'exécuter l'ensemble des exigences de ce C.C.T.P. au titre des marchés subséquents qui leur sont notifiés. Les exigences de ce C.C.T.P. sont complétées et précisées dans les C.C.T.P. propres à chacun des marchés subséquents en accord avec les règles de l'accord-cadre.

La personne publique s'engage à avoir recours au présent accord-cadre, et à acquérir à ce titre, les services correspondant à leur objet par le biais de marchés subséquents.

Conformément à l'article R2162-10 du CCP, chaque titulaire s'engage, en contrepartie, à **répondre à chacune des consultations** lancées par la PFC SO au moment de la survenance des besoins afin de conclure des marchés subséquents passés sur le modèle du marché-type en annexe G, faute de quoi des pénalités prévues à l'article 6.13.5 sont appliquées et la PFC SO se réserve le droit de résilier l'accord-cadre du titulaire défaillant.

❗IMPORTANT :

Cet accord-cadre est régi par les règles appliquées aux contrats sensibles.

Un tel contrat nécessite donc,

- au titre de la passation de l'accord-cadre :
 - un contrôle primaire de la personne morale « sans objection ».
- au titre de l'exécution des marchés subséquents :
 - un contrôle primaire de tous les personnels dont le résultat doit être « sans objection »;
 - un contrôle primaire de la personne morale « sans objection ».

2 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

2.1 Forme de l'accord-cadre et des marchés subséquents

La consultation (accord-cadre passé selon la procédure adaptée et avec publicité préalable selon les dispositions des art. L2123-1 2° et R2123-1 3° du CCP) donne lieu à la passation d'un accord-cadre multi-attributaires (quatre attributaires). Il s'agit des opérateurs classés premier, deuxième, troisième et quatrième dans le cadre de la procédure de la consultation de l'accord cadre. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne peut être attribué à 4 opérateurs économiques ou verrait ce nombre réduit en cours d'exécution, la procédure du marché subséquent se déroulera avec le ou les opérateurs restants.

Les marchés subséquents peuvent s'exécuter sous l'une des formes suivantes :

- accord-cadre « composite » correspondant pour partie à un marché ordinaire (prestations continues) et pour partie à un accord-cadre à bons de commandes (prestations ponctuelles) ;
- accord-cadre à bons de commandes (prestations ponctuelles).

Les bons de commandes sont émis conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du CCP.

2.2 Volumes de l'accord-cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum.

Le montant total maximum est de 47 500 000,00 € HT soit 57 000 000,00 € TTC.

Les marchés subséquents s'exécutant sous la forme d'un accord-cadre « composite » sont conclus pour un montant minimum égal au volume des prestations continues et avec un montant maximum.

Les marchés subséquents s'exécutant sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sont conclus sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum est indiqué dans le marché subséquent.

Conformément à l'article R2162-10 du CCP, les marchés subséquents suivants sont conclus, au fur et à mesure de la survenance des besoins, après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Les postes cités à l'article 3.2 infra constitueront les premiers marchés subséquents.

3 DUREE ET DÉBUT D'EXÉCUTION

3.1 Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans. Cette durée s'entend ferme et débute à compter de la date de début d'exécution fixée dans l'ATTRI1.

La date de début d'exécution de l'accord-cadre correspond à sa date anniversaire.

Chacun des titulaires de l'accord-cadre est tenu de répondre dans les délais prévus dans les documents de la consultation, à tout projet de marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire par la PFC SO.

La durée d'exécution des **marchés subséquents** est déterminée au fur et à mesure des besoins (cf. calendrier prévisionnel de passation des marchés subséquents en annexe E du présent C.C.A.P. communiqué à titre indicatif). Cette durée est au minimum de vingt-quatre (24) mois et au maximum de quarante-huit (48) mois, à compter de la date de début d'exécution de chacun des marchés subséquents.

Lorsque la durée initiale du marché subséquent est de 24 mois, le marché peut être reconduit, tacitement, une première fois pour une période d'un (1) an et une seconde fois pour une période maximale d'un (1) an.

La date de début d'exécution de chaque marché subséquent correspond à sa date anniversaire.

La durée de la phase de préparation ne saurait dépasser soixante (60) jours calendaires.

En cas de renouvellement de marché qui induirait la constitution de dossier pour la reprise des agents, la phase de préparation ne saurait être inférieure à 35 jours calendaires.

La phase de préparation ne donne pas lieu à règlement.

L'exécution des marchés subséquents peut se poursuivre au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dont ils découlent, à condition que leur durée d'exécution respecte les conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre et ne se prolonge pas dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les bons de commande peuvent être émis à compter de la date de début d'exécution du marché subséquent correspondant et jusqu'au dernier jour de validité dudit marché.

L'exécution des bons de commande peut se poursuivre au-delà de la date de validité du marché subséquent auquel ils se rattachent, à condition que leur durée d'exécution respecte les conditions habituelles d'exécution du marché subséquent, et ne se prolonge pas dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique. Conformément à l'article R2162-5, les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction d'un marché subséquent, l'acheteur notifie sa décision au titulaire via le site de la PLACE et au moins deux (2) mois avant le terme de la période de validité en cours. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction ou la dénonciation du contrat visé. La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire. Le marché subséquent non reconduit peut faire l'objet d'une nouvelle remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre correspondant.

3.2 Début d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/FCS :

- le début d'exécution de l'accord-cadre est fixé dans l'ATTRI1 ;
- le début d'exécution des prestations est fixé dans le marché subséquent correspondant.

A titre indicatif, l'Administration souhaite que les prestations continues définies aux premiers marchés subséquents débutent selon le calendrier ci-dessous :

- Marché subséquent n°1 : Prestations d'accueil, de filtrage, de gardiennage et de sécurité incendie au profit de la Caserne Nansouty (dpt 33) dont le début d'exécution est prévu au 25/02/2026,
- Marché subséquent n°2 : prestations d'accueil, de filtrage, de gardiennage et de sécurité incendie au profit de la Caserne Bernadotte (dpt 64) dont le début d'exécution est prévu au 14/03/2026.

Le calendrier prévisionnel de passation des marchés subséquents suivants est communiqué à titre indicatif en annexe E. Sa volumétrie est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse pour tenir compte de l'évolution éventuelle des périmètres. Les dates de début d'exécution indiquées peuvent être avancées ou reportées, voire annulées, sur décision de l'acheteur.

Le début d'exécution des prestations ponctuelles est subordonné à l'émission d'un bon de commande. Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les bons de commande sont établis par l'autorité habilitée et sont adressés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de leur réception.

3.3 Obligation de résultat

Les marchés subséquents sont assortis d'une obligation de résultat au titre de laquelle le titulaire s'engage à effectuer les prestations pour les montants fixés, sans aucune rupture de la continuité du service. Il s'agit de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, les procédés et les ressources nécessaires à l'exécution des prestations décrites aux C.C.T.P.

Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant les contrats. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut pour les normes en vigueur au jour de la passation des accords-cadres ainsi que pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de accords-cadres.

4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels précisés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe « Annexe financière à l'acte d'engagement - bordereau des prix unitaires (BPU) – Prix plafonds AC » ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) n° PFC SO-SM1-1230-LM et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) n° PFC SO-SM1-1230-LM et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, avenants, postérieurs à la notification.

Textes dont le titulaire déclare avoir pris connaissance et applicables sauf dispositions contraires du présent cahier des clauses administratives particulières.

Sauf erreur manifeste, ces documents prévalent dans l'ordre susmentionné en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

En aucun cas, les conditions générales de vente du titulaire ne peuvent être opposées à l'Administration.

5 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTÈRE PERSONNEL

Il est fait application de l'article 5.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

6 MODALITÉS D'EXÉCUTION

6.1 Représentation des parties

L'acheteur est :

Ministère des armées

Service du commissariat des armées

Plateforme commissariat Sud-Ouest

Le directeur de la plateforme commissariat Sud-Ouest

6.1.1 Représentation de l'acheteur

Correspondants de l'Administration :

a) Correspondant de la PFC SO :

La PFC SO agit en tant que pouvoir adjudicateur. Elle signe à ce titre l'accord-cadre. Elle est en charge du suivi administratif de l'accord-cadre.

Le correspondant de l'Administration, seul habilité à traiter avec les titulaires sur les modalités de l'accord-cadre, est la Division Achats Publics de la PFC SO :

Division Achats Publics / Bureau Achats Publics.

Les coordonnées sont :

Tel : 05 56 87 25 56

Courriels : pfc-sud-ouest-bap-sm1.contact.fct@intradef.gouv.fr

La PFC SO est la seule habilitée à passer des marchés subséquents au titre de l'accord-cadre. Elle est en charge du suivi administratif et financier des marchés subséquents.

b) Correspondants des responsables des entités bénéficiaires (marchés subséquents).

Les représentants des entités bénéficiaires sont désignés dans le marché subséquent correspondant.

Conformément à l'exigence {E_Ob_38} du C.C.T.P. n° PFC SO-SM1-1230-LM, ils sont en charge du suivi dans les domaines suivants :

- le suivi de la prestation ;
- la sûreté ;
- le domaine administratif.

6.1.2 Représentation du titulaire

Les correspondants des titulaires sont désignés dans le cadre réponse de l'accord-cadre :

- un « correspondant accord-cadre habilité à représenter la société » qui est le correspondant privilégié de la PFC SO pour la mise en œuvre de l'accord-cadre ;
- un « correspondant marchés subséquents » en charge de l'exécution desdits marchés qui est le correspondant privilégié de la PFC SO pour l'exécution des marchés subséquents ;
- un « correspondant contrôleur des prestations » en charge des contrôles de l'exécution des prestations exécutées au titre des marchés subséquents, qui est le correspondant privilégié des responsables des sites bénéficiaires.
- Un « correspondant insertion » dont l'identité est communiquée au facilitateur renseigné à l'article 6.9.1.B du présent C.C.A.P.

Les titulaires communiquent le(s) noms et prénoms des personnel(s) d'encadrement correspondant(s) qui est(sont) le(s) correspondant(s) privilégié(s) des officiers de sécurité des sites (art. 3.1.1 du C.C.T.P. n° PFC SO-SM1-1230-LM de l'accord-cadre) au plus tard quinze jours après la notification du marché subséquent (cf. art. 6.6 infra) :

- un « cadre responsable de l'exécution des prestations » affecté sur chacun des sites considérés ;
- ou, au delà de huit agents présents sur site, un « chef de site » et un « chef d'équipe » tous deux responsables de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.1.3 Revue de contrat

Des revues de contrat (réunion de lancement) doivent être programmées dans le mois qui suit la notification des marchés subséquents. Ces réunions permettent la mise en place des marchés sur les aspects administratifs, financiers et techniques entre les différents acteurs du marché (acheteur / correspondants techniques de l'Administration / responsable de site / titulaire) pour la bonne compréhension de son exécution.

6.2 Condition d'exécution

6.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus doit être motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

6.2.2 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser une date et heure de réception certaines.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les bons de commande sont émis par l'autorité habilitée avec un préavis d'au moins huit (8) jours avant la date souhaitée d'intervention. Ce préavis peut être écourté en cas d'urgence. Le montant des prestations et matériels commandés est dans ce cas affecté du coefficient de majoration indiqué dans le BPU du marché subséquent. En l'absence d'indication de coefficient de majoration dans le marché subséquent, les coefficients de majoration indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement - bordereau des prix unitaires (BPU) – Prix plafonds de l'accord-cadre correspondant sont applicables.

La fréquence d'émission des bons de commande est déterminée librement par l'autorité habilitée.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché subséquent (numéro, date) ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS ;
- le nom et l'adresse du titulaire du marché subséquent ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- le poste et sous poste concerné par l'exécution du marché subséquent ;
- la désignation et la référence de la (des) prestations(s) ;
- le nombre et le montant unitaire HTVA des prestations ponctuelles à exécuter ;
- les dates et périodes d'interventions ;
- la(les) quantité(s) dans l'unité de compte appropriée ;
- les prix unitaires, hors taxes des prestations ;
- le montant total hors taxes, et toutes taxes comprises des prestations ;
- le montant et taux de la TVA ;
- l'adresse et le lieu précis d'exécution des prestations ;
- le jour de réalisation des prestations ;
- les coordonnées téléphoniques de la personne à contacter.

Toute commande non exécutée dans le temps imparti entraîne des pénalités conformément à l'article 6.13.3 du présent C.C.A.P.

6.3 Obligations des titulaires

6.3.1 Obligations de conseil

Chaque titulaire de marché subséquent a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de des prestations exécutées.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

6.3.2 Obligations d'information

D'une manière générale, les titulaires des marchés subséquents sont tenus de signaler à l'acheteur tous les éléments qui leur paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Les titulaires de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont tenus d'informer la PFC SO de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur l'exécution des contrats dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de l'entrée en vigueur des nouvelles exigences.

6.3.3 Obligations de confidentialité

Chaque titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a eu accès lors de l'exécution des marchés subséquents sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par les titulaires, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

L'acheteur peut demander, à tout moment, aux titulaires, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par les titulaires peut entraîner la résiliation des marchés pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

6.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire, de ses co-traitants et sous-traitant est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

6.3.4.A Connaissance des sites et des règlements

Chaque titulaire d'un marché subséquent est réputé avoir pris connaissance des sites sur lesquelles sont réalisées les prestations, des possibilités d'accès, des règlements de l'Administration, des règlements particuliers et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à exécuter. Il renonce à faire état de difficultés provenant des ouvrages dans le but de faire modifier la nature ou le montant des prestations prévues au(x) marché(s) subséquent(s). Il est informé que les sites sont soumis à des contraintes d'accès liées à la sécurité.

Les coûts occasionnés par ces contraintes particulières sont inclus dans le prix des contrats. De ce fait, le titulaire ne peut se prévaloir, à aucun titre, de prestations supplémentaires dues à une mauvaise appréciation des difficultés de l'opération.

Chaque titulaire est tenu de respecter les dispositions réglementaires et conventionnelles et de prendre toutes les dispositions nécessaires, au regard de la gestion des pauses des agents. Ces pauses ne doivent pas s'effectuer sur le lieu de la prestation. Néanmoins, la vacation ne doit souffrir d'aucune rupture. La durée minimale de vacation par agent ne peut être inférieure à 4 heures (hors intervention pour levée de doute).

En cas d'arrêt de travail de son personnel (maladie, grève ou autres cas d'absence), le titulaire est tenu d'assurer les prestations conformément aux conditions fixées au C.C.T.P. n° PFC SO-SM1-1230-LM complété éventuellement du C.C.T.P. propre à chacun des marchés subséquents.

6.3.4.B Mesures de prévention

Avant de débiter l'exécution des prestations, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le chargé de prévention des risques professionnels du ou des sites dans les meilleurs délais.

Avant toute intervention d'une ou plusieurs entreprises extérieures et y compris les sous-traitants, et à l'initiative de l'organisme utilisateur (du chef d'organisme ou de son chargé de prévention des risques professionnels), toutes ces entreprises doivent réaliser ensemble l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures afin :

- de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels ;
- d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Les travaux débiteront qu'après la signature de toutes les parties de l'un des documents suivants : l'attestation d'inspection commune préalable ou le certificat d'analyse des risques et des mesures prises ou le plan de prévention.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef d'organisme ou le chargé de prévention des risques professionnels du site concerné et le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention définies dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense encadrant les prestations effectuées dans un organisme relevant du ministère des Armées par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il s'engage à s'y conformer.

6.3.4.C Modalités d'entrée sur les sites

Conformément à l'article 6.3 « obligations des titulaires », tout personnel du titulaire doit, pour accéder dans l'enceinte des différents sites, être agréé par l'Administration (cf. art. 6.3.4.D infra) et muni d'une autorisation délivrée par le responsable de la sécurité du site après production d'une pièce d'identité. Les autorisations d'accès concernant les véhicules sont délivrées après production de la carte grise et d'une attestation d'assurance par les responsables « Sécurité » de chaque site.

6.3.4.D Conditions d'accès sur un site du ministère des armées

Les personnels du titulaire et de son (ses) sous-traitant(s) participant aux prestations dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents doivent avoir fait l'objet d'un contrôle selon les procédures en vigueur au ministère des armées. Le titulaire s'engage à remplacer les personnes qui n'ont pas été accréditées par le ministère des armées.

En cas de refus d'autorisation d'accès, l'Administration n'a pas à se justifier. Ce simple refus d'accès sur le site ne peut pas être utilisé par la société prestataire ou sous-traitante, pour porter un quelconque préjudice à l'intéressé.

L'Administration ne peut être tenue pour responsable d'aucun préjudice à l'intéressé lié à ce refus, tenant compte que le contractant et ses sous-traitants sont informés de cette possibilité de refus et qu'aucun préjudice pour l'employé ne doit en découler.

Chaque personnel doit se soumettre aux formalités d'accès et doit la présentation d'un document d'identité en cours de validité. A cet égard, le titulaire s'engage à ne présenter à ces procédures que des personnes qui appartiennent en propre à son entreprise ou à son sous-traitant.

Fiche individuelle de contrôle primaire du personnel.

Important : L'ensemble du personnel que le titulaire souhaite affecter à l'exécution d'un marché subséquent fait l'objet d'une enquête administrative.

En conséquence, dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la notification de chaque marché subséquent, le titulaire doit fournir par mail à l'officier de sécurité chaque entité les fiches individuelles de contrôle primaire de la personne physique de l'ensemble du personnel qu'il souhaite affecter à l'exécution du marché dont les coordonnées seront inscrites dans le marché subséquent.

Le titulaire déclare au préalable avoir pris connaissance :

- de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la Défense Nationale approuvée par arrêté du 09 août 2021;
- des articles 413-9 et suivants du code pénal ;

et se soumettre à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementations relatifs à la protection du secret.

A cet effet :

- Les personnes participant aux prestations dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents doivent avoir fait l'objet d'un contrôle primaire « sans objection » selon les procédures en vigueur au MINARM (cf. annexe D au présent C.C.A.P.). Le titulaire s'engage à remplacer les personnes qui n'ont pas été accréditées par le MINARM. Le délai d'instruction d'un contrôle primaire est de 2 mois environ à compter de la réception de la demande du titulaire accompagné des documents dûment complétés (annexe D du C.C.A.P.) ;
- le titulaire s'engage à ne présenter à ces procédures que des personnes qui appartiennent en propre à son entreprise ou à son sous-traitant déclaré à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire ;
- le titulaire s'engage à assurer en permanence la dite prestation avec du personnel accrédité, y compris pendant les périodes estivales et fériées ;
- le personnel accrédité du titulaire doit se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur sur les sites du MINARM. Le port du badge apparent est obligatoire sur les sites pendant toute la durée de la prestation ;
- si le titulaire doit remplacer un membre de son personnel accrédité, il doit au préalable en avvertir le correspondant technique de l'Administration, recevoir son approbation et le remplacer par un personnel accrédité ;
- le titulaire s'engage à informer son personnel accrédité du caractère sensible des sites d'exécution de la prestation et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations qu'il serait amené à connaître ;
- avant toute prise de fonction, le titulaire sensibilise chaque nouvel intervenant sur :
 - les mesures de protection à appliquer chez le contractant,
 - les consignes de sécurité pour l'exercice de son activité,
 - les articles 413-9 et suivants du code pénal ;
- le prestataire doit exiger de son personnel accrédité qu'il n'accède à aucune installation autre que celle concernée par le marché subséquent ;
- l'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations, qui, sans être couvertes par le secret de défense, doivent rester au niveau « diffusion restreinte » et ne peuvent être rendues publiques ;
- aucune publication ou communication écrite ou orale, concernant l'ensemble des travaux et des informations obtenues dans le cadre du contrat, ne peut être faite par le titulaire sans l'accord préalable du responsable de sécurité du site concerné ;
- le titulaire doit sans délai, avvertir l'officier de sécurité de l'autorité contractante de toute violation de l'obligation de confidentialité. La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information ;
- le titulaire doit faire signer, à l'issue de la séance de sensibilisation, à son personnel une

déclaration individuelle de l'accédant, selon le modèle joint en annexe C. Ce document est transmis au responsable du suivi d'exécution du marché avant toute nouvelle affectation d'un agent sur le site ;

- le titulaire déclare connaître toutes les contraintes existantes énoncées par ces mesures de sécurité à la date de notification d'un marché subséquent et s'engage à les respecter ;
- en cas de non-respect par le titulaire ou son personnel des dispositions figurant ci-dessus, l'acheteur se réserve la possibilité de mettre fin au présent accord-cadre ainsi qu'au(x)marché(s) subséquent(s) qui lui a (ont) été notifiés, par voie électronique via le site de la PLACE, sans indemnité.

De même si en cours d'exécution du marché subséquent, si le titulaire souhaite affecter de nouveaux personnels, ces personnels feront également l'objet d'une enquête administrative.

L'Administration se réserve le droit de demander le remplacement de toute personne ayant fait l'objet d'un avis autre que « sans objection ».

En cas de non-respect par le titulaire ou son personnel des dispositions figurant au présent article, l'acheteur se réserve la possibilité de mettre fin au marché subséquent qui lui a été notifié, sans indemnité.

L'ensemble des dispositions s'appliquent également aux sous-traitants du titulaire.

6.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications des cahiers des charges.

6.5 Documents requis des titulaires des marchés subséquents

Désignation des documents	Délais	Article du C.C.A.P. définissant les documents
Attestations d'assurance	Au moment de l'attribution du marché subséquent	Article 10.5 du C.C.A.P.
Liste nominative des personnels affectés à l'exécution du marché subséquent et des personnels d'encadrement dédiés (personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations et contrôleur des prestations).	15 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché subséquent	Article 6.6 du C.C.A.P.
Imprimés et documents administratifs nécessaires à l'établissement - des contrôles primaires (tous les personnels participants aux prestations), - des badges du personnel affecté à l'exécution	15 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché subséquent	Article 6.3.4.D du C.C.A.P.

Attestation de reconnaissance formelle de l'obligation de réserve signée par les personnels à l'issue de la séance de sensibilisation à transmettre au responsable technique (document fourni par le responsable de l'entité bénéficiaire)	5 jours ouvrés à compter de la séance de sensibilisation et avant toute mise en place de l'agent sur site	Article 6.3.4.D du C.C.A.P.
Documents sanitaires du (des) chiens affecté(s) au marché subséquent (<i>le cas échéant</i>)	15 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché subséquent	Article 6.6 du C.C.A.P
Documents relatifs aux informations de personnels	15 jours précédant la date de début d'exécution des prestations	Article 2.9 du C.C.T.P

6.6 Liste nominative du personnel

Durant la phase de préparation et **au plus tard quinze jours ouvrés après la notification du marché subséquent**, le titulaire doit fournir au responsable de l'entité bénéficiaire identifié dans le marché subséquent, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du marché subséquent, site par site, le nom, la qualité et les coordonnées des personnels d'encadrement responsables de l'exécution et du contrôle des prestations qui n'ont pas déjà été identifiés dans le cadre de réponse du marché subséquent, ainsi que les documents sanitaires du (des) chien(s) éventuellement affectés aux prestations.

Le titulaire du marché subséquent communique ces informations dans le même temps à l'officier de sécurité et au responsable technique des sites et les complète des documents nécessaires à l'établissement des formalités et badges qui sont exigés pour la circulation de son personnel sur le site concerné.

✎ **Nota important** : Cette liste doit être tenue à jour mensuellement et mentionner les modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail.

Aucun personnel du titulaire du marché subséquent ou d'un sous-traitant, ne peut intervenir sur les sites sans autorisation.

6.7 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise doit :

- conserver une attitude permanente de vigilance,
- bien connaître et respecter les consignes,
- donner le bon exemple en toutes circonstances et savoir garder une attitude correcte et neutre,
- agir toujours dans l'intérêt de la Défense Nationale et faire preuve de la plus grande discrétion professionnelle,

- rendre compte immédiatement de tout incident ou anomalie survenant pendant ou à l'occasion du service, pouvant remettre en cause la sûreté et la sécurité,
- être prêt en permanence à intervenir immédiatement dans les conditions vestimentaires d'interventions,
- respecter le code de la déontologie applicable aux acteurs de la sécurité privée.

Les prestations sont exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire du marché subséquent qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'Administration.

6.8 Circonstances exceptionnelles

En cas de dégradation de la situation sécuritaire imposant l'exécution de certaines tâches de surveillance par du personnel de l'Administration (militaire ou civil), le titulaire du marché subséquent peut être conduit à réduire ou interrompre les prestations, en concertation avec l'officier de sécurité du site concerné et la PFC SO. Le titulaire doit s'adapter sans remettre en cause le marché subséquent. Dans ce cas, les dispositions prévues à l'article 6.11 « modifications en cours d'exécution » du présent C.C.A.P sont mises en œuvre.

6.9 Développement durable

6.9.1 Clause sociale

6.9.1.A Clause sociale d'insertion

Au sein des marchés subséquents, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en application de l'article L.2112-2 du CCP.

Ainsi, pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la PFC SO a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant, dans le présent CCAP, une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Par dérogation à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS, les publics éligibles sont :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois continus d'inscription au chômage ou depuis plus de deux ans en chômage récurrent) ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droits ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être actualisée conformément aux directives en vigueur. L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Toutefois, quelques exceptions sont prévues dans l'objectif de favoriser la pérennisation de l'emploi, tout en conservant l'effet utile de l'action d'insertion.

Ainsi, peuvent être comptabilisés au titre de la clause d'insertion, le temps de travail des personnes suivantes, si les heures effectuées sont affectées à l'exécution du marché subséquent :

- Tout bénéficiaire issu de la liste ci-dessus et intégré dans la société du titulaire depuis moins de cinq (5) mois au moment du début d'exécution des prestations ;
- Tout bénéficiaire issu de la liste ci-dessus et intégré dans la société du titulaire depuis moins de cinq (5) mois au moment de la date limite de remise des offres des marchés subséquents (offres initiales ou négociées si usage de la négociation) en contrat à durée déterminée (CDD), si à l'occasion de l'action d'insertion, le CDD est transformé en contrat à durée indéterminée (CDI) ; ou une formation qualifiante est apportée au bénéficiaire ;
- Apprentissage / contrats en alternance : les douze premiers mois d'un contrat d'apprentissage signé par l'entreprise avec un bénéficiaire de la liste ci-dessus. Au-delà des douze premiers mois pris en compte, les heures effectuées ne sont plus comptabilisées au titre de la clause ;
- Tout bénéficiaire de la clause d'insertion au titre du marché subséquent faisant l'objet d'une embauche en CDI par le titulaire, en cours de marché ou à l'occasion de sa reconduction. Sa quotité d'heures affectée au marché continue à être comptabilisée au titre de la clause d'insertion.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, peuvent être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire.

✎ Nota important : L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Il est rappelé que toutes les personnes participant aux prestations dans le cadre de l'exécution du marché subséquent doivent avoir fait l'objet d'un contrôle primaire « sans objection » selon les procédures en vigueur au MINARM (cf. art. 6.3.4.D du présent C.C.A.P.). Le titulaire s'engage à remplacer les personnes qui n'auront pas été accréditées par le MINARM.

Objectif d'insertion :

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser sur la durée totale d'exécution du marché
1H d'insertion à réaliser par tranche de 2 000 HT facturés au titre des prestations continues

6.9.1.B Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion et en assurer le suivi d'exécution, un dispositif d'accompagnement a été mis en place en prenant contact auprès d'un facilitateur.

Les coordonnées du facilitateur sont les suivantes :

Mme KMALESWARAN Maylie, reseau.aliens@gmail.com

Mr MANGEANT Frédéric, frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

Les facilitateurs seront sollicités par la PFC SO en amont de la procédure afin de confirmer l'éligibilité d'un marché subséquent à la réalisation d'heures de travail d'insertion. De son côté, chaque entreprise désigne un interlocuteur « correspondant insertion », dont l'identité est communiquée au facilitateur mentionné ci-dessus.

6.9.1.C *Le contrôle de l'action d'insertion*

A la demande du facilitateur, le titulaire fournit chaque mois (ou chaque trimestre), tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation. Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité au même titre que la non réalisation d'heures d'insertion non justifiées (cf. art. 6.13.4).

En tout état de cause, le cas échéant, le titulaire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec AR, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'un plan de sauvegarde de l'emploi ou d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la Direction Départementale de l'Emploi et des Solidarités (DDETS) ou au juge.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'acheteur peut procéder à la résiliation du marché subséquent et de l'accord-cadre, pour faute du titulaire.

A l'issue de l'exécution de chaque marché subséquent, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

6.9.1.D *Dispositif social du militaire blessé*

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité (annexe H – flyer de présentation de Défense mobilité), de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché subséquent.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché subséquent.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par le titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché subséquent.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire communique à Défense mobilité dans les trente (30) jours suivant la notification du marché subséquent, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché subséquent si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché subséquent, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui est chargé du suivi du dispositif.
- le numéro du marché subséquent ;
- la date de notification du marché subséquent ;
- la durée et date d'échéance du marché subséquent.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du MINARM en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché subséquent, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;

- d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
- de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité. En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

6.9.1.E Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité professionnelle

Le titulaire est tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, ratifiées par la France :

- la convention sur le travail forcé ;
- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
- la convention sur l'égalité de rémunération ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé ;
- la convention concernant la discrimination ;
- la convention sur l'âge minimum ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants.

Le titulaire retenu dans le cadre d'un marché subséquent doit s'engager, au titre de l'exécution du marché subséquent, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences.

Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire veille à ce que les agents affectés à l'exécution des prestations s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique à la PFC SO sur simple demande et dans un délai de 30 jours calendaires, les actions mises en œuvre et tous justificatifs probants.

6.9.2 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du CCP en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental (art. 5.1 et 5.2 du C.C.T.P. de l'accord-cadre).

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du CCP, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : articles 6.9.2.A à 6.9.2.D du C.C.A.P.

6.9.2.A Formation des personnels à l'éco-conduite

L'éco-conduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

Le titulaire veille à ce que l'ensemble de ses personnels intervenant dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents soient formés à l'éco-conduite, en particulier les agents de sécurité mobile ainsi que ceux devant effectués des rondes.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'acheteur, les documents justifiant la formation effective à l'éco-conduite de ses personnels via un relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, des dates auxquelles elles ont eu lieu, de leur durée et des effectifs concernés.

Ces documents sont transmis dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la demande de la PFC SO.

6.9.2.B Qualité écologique des véhicules

Pour chaque marché subséquent, hormis pour les véhicules à quatre roues motrices, les véhicules employés sont à faibles ou très faibles niveau d'émissions (cf. art. 5.2 du C.C.T.P. de l'accord-cadre). Dans le but de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre des déplacements réalisés à l'aide des véhicules exclusivement dédiés au site des bénéficiaires, le titulaire transmet à l'acheteur, à chaque date anniversaire du marché par voie électronique, les tableaux récapitulatifs sur les modèles suivants :

a) Véhicules à faibles émissions :

Type de motorisation	Nombre de véhicules à faibles émissions dédiés exclusivement au marché subséquent	(A)	(B)	(A) × (B)
		Nombre de km cumulés parcourus sur l'année écoulée	Taux d'émission de CO ₂ ³	Émissions annuelles de gaz à effet de serre (kgCO ₂)
Gazole				
Essence				
Électrique				
Hybride				
Hydrogène				
Air comprimé				

b) Véhicules à faibles et très faibles émissions :

Type de motorisation	Nombre de véhicules dédiés exclusivement au marché subséquent	(A)	(B)	(A) × (B)
		Nombre de km cumulés parcourus sur l'année écoulée	Facteur d'émission (kgCO ₂ e/km)	Émissions annuelles de gaz à effet de serre (kgCO ₂)
Gazole				
Essence				
Électrique				
Hybride				
Hydrogène				
Air comprimé				

³ Ces renseignements figurent à l'encart V7 du certificat d'immatriculation pour les véhicules à faibles émissions.

Pour la complétude de ce tableau b), le titulaire a la possibilité de s'enregistrer sur le site de l'ADEME et d'utiliser la Base empreinte du site.

L'accès au site de l'ADEME est gratuit.

Pour accéder aux données à renseigner en colonne (B) du tableau, le titulaire se connecte sur le site de l'ADEME à l'adresse suivante :

<https://base-empreinte.ademe.fr/donnees/jeu-donnees>

Puis, il clique sur DONNÉES => JEUX DE DONNÉES. Dans la recherche Mots-clés, il tape "voiture" et choisir la 4ème sélection : Transport passager - Routier Transport de personnes.

6.9.2.C Gestion de fin de vie des produits

Le titulaire prend systématiquement et de façon prioritaire des mesures visant à prévenir la production de déchets (cf. art 5.2 du C.C.T.P.).

Il assure la gestion la plus exemplaire possible de la fin de vie des équipements électroniques et informatiques ainsi que des tenues de ses agents.

À ce titre, le titulaire assure le traitement des déchets d'équipements électriques, électroniques et de tenues vestimentaires selon la hiérarchie des modes de traitement décrite à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire de chaque marché subséquent communique à la PFC SO un état des déchets collectés dans le cadre de cette obligation. Ce bilan précise la typologie de déchets concernés et, pour chaque typologie, les types de traitement appliqués.

Ces renseignements sont communiqués dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la demande de la PFC SO.

6.9.2.D Suivi environnemental

Le titulaire fournit à l'acheteur les éléments de suivi environnemental rappelés ci-dessous dans les conditions décrites aux articles 5.1 et 5.2 du C.C.T.P. de l'accord-cadre et 6.9.2.A à 6.9.2.C.

Objet	Fréquence	Référence
Suivi des émissions de CO2 des véhicules dédiés	Annuelle	C.C.A.P. article 6.9.2.B
Détail de la composition des tenues de travail, chaussures et accessoires	30 jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur	C.C.T.P. article 5.2
Documentation technique justifiant l'emploi d'équipements les moins consommateurs d'énergie	Phase de préparation du marché	C.C.T.P. articles 5.1 et 5.2
Justificatifs de formation des personnels à l'éco-conduite	Annuelle	C.C.A.P. article 6.9.2.1
Etat des déchets collectés et traitement appliqué	Annuelle	C.C.A.P. article 6.9.2.3

6.10 Changement de situation

Le titulaire informe l'acheteur de toute modification affectant son statut ou celui de l'un des membres de groupement et le cas échéant de son sous-traitant (cession, fusion, absorption, modification de forme juridique, raison sociale, changement de dirigeant, etc) avant la prise d'effet effective de ce changement.

Ces modifications (cession, fusion, absorption, changement de dirigeant, etc) peuvent nécessiter la réalisation d'un nouveau contrôle primaire de la personne morale dont le résultat doit être « sans objection ».

En cas de résultat du contrôle primaire devenu autre que sans objection, l'accord-cadre et les marchés subséquents seront résiliés par l'acheteur. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation pour ce motif.

Le cas échéant, les titulaires et nouveaux membres doivent également disposer d'une autorisation valide d'exercer les activités de gardiennage et de surveillance délivrée par le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS).

6.11 Modifications en cours d'exécution des marchés

6.11.1 Modifications mineures

Pendant l'exécution des marchés subséquents, des modifications mineures relatives aux conditions d'exécution survenant lors de l'actualisation du cahier de consignes, du règlement intérieur du site et du dossier opérationnel de sécurité de site (DOS) sont exécutables après que le titulaire en ait été informé par écrit par les correspondants techniques de site.

Ces modifications mineures qui n'ont aucune incidence financière ne nécessitent pas la conclusion d'un avenant.

6.11.2 Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 et R2194-1 du CCP, l'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être modifiés dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale des contrats.

Est ainsi insérée aux présents contrats une clause de réexamen suivant l'article R2194-1 du CCP.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées dans les articles 6.11.3 à 6.11.5.

6.11.3 Modification des prestations

En cours d'exécution des contrats, la PFC SO peut procéder à des modifications et/ou ajouts de prestations et/ou matériels.

Ces évolutions peuvent notamment donner lieu à :

Dispositions n°	Nature de la modification
1	Une modification du volume des prestations dans les conditions définies aux articles R2194-2 et R2194-3 du CCP.
2	Une réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations de manière temporaire ou définitive en cas de travaux. Le cas échéant, le titulaire doit s'adapter sans remettre en cause le(s) contrat(s).
3	Une réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations de manière temporaire ou définitive, en cas de dégradation de la situation sécuritaire ou de modification organisationnelle de l'Administration qui imposerait l'exécution de tout ou partie des prestations par du personnel de

	l'Administration (cf. « plan de ré internalisation en cas de crise » de l'art. 3.2.11 du C.C.T.P. n°PFC SO-SM1-1230-LM). Le cas échéant, le titulaire doit s'adapter sans remettre en cause le(s) contrat(s).
4	Un ajout (nouvelle implantation) ou suppression d'un site en cas de fermeture partielle ou définitive (emprises aliénées).
5	Un ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles définies dans les filières des métiers de la sécurité-incendie.
6	Une modification et/ou un ajout aux bordereaux des prix unitaires de mise à disposition de nouveaux matériels dédiés à la prévention, la sûreté et la sécurité.
7	Une modification du contrat dans le cadre de la mise en œuvre des plans de progrès (cf. art.10.13 infra et 3.2.8 du C.C.T.P. n°PFC SO-SM1-1230-LM).
8	Une modification de la clause de révision de prix en cas de suppression des indices des coûts de revient de la sécurité privée publiés sur le site du Groupement des Entreprises de Sécurité (GES).

1) Dispositions n° 2, n° 3 et n° 4 (suppression d'un site) :

Pour la mise en œuvre des dispositions n° 2, n° 3 et en cas de suppression d'un site telle que définie à l'item n°4 supra, les modifications sont valorisées par rapport aux prix du marché subséquent considéré sans qu'il soit nécessaire de solliciter le titulaire.

Elles peuvent donner lieu à une diminution de prix du marché subséquent.

2) Dispositions n° 1, n° 4 (ajout d'un site) et n° 5 :

Pour la mise en œuvre des dispositions n° 1, n° 5 et en cas d'ajout (nouvelle implantation) d'un site tel que défini à la disposition n°4, les modifications sont valorisées par rapport aux prix du marché subséquent considéré lorsque les prestations (qualification des agents) et matériels sont prévus au contrat. Dans le cas contraire, les modifications sont valorisées à partir des prix plafonds de l'accord-cadre.

Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un devis préalable par le titulaire du marché subséquent.

Ces modifications peuvent donner lieu à :

- une augmentation des prix du marché subséquent ;
- une diminution de prix du marché subséquent ;
- une absence de modification du montant minimum du marché subséquent.

3) Disposition n° 6 :

Pour la mise en œuvre des dispositions n° 6, la PFC SO peut solliciter le titulaire pour l'établissement de devis préalable afin d'ajouter des nouveaux matériels dédiés à la prévention, la sûreté et la sécurité.

En cours d'exécution des contrats, le titulaire peut également demander à la PFC SO de procéder à des modifications et des ajouts de matériels afin de répondre à des évolutions d'ordre technique, technologique et/ou réglementaire. Le titulaire peut également solliciter un remplacement de matériels pour des motifs environnementaux.

En cas de modification de matériels, les matériels de substitution proposés doivent être au moins équivalents aux matériels initiaux. Les prix des nouveaux matériels ne peuvent être supérieurs aux matériels initiaux.

4) Disposition n° 7 :

Pour la mise en œuvre des dispositions n° 7, les modalités sont décrites à l'article 10.13 du présent C.C.A.P. et 3.2.8 du C.C.T.P. n°PFC SO-SM1-1230-LM.

5) Disposition n° 8 :

Pour la mise en œuvre des dispositions n° 8, en cas de disparition ou suppression des indices des coûts de revient de la sécurité privée publiés sur le site du Groupement des Entreprises de Sécurité (GES), la PFC SO arrête un indice et/ou une formule équivalente après consultation des titulaires.

6.11.4 Modifications des contrats suite à des évolutions réglementaires et pour circonstances imprévisibles :

a) Evolutions règlementaires :

En cours d'exécution des contrats, une évolution de la réglementation applicable aux contrats peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre des titulaires.

Les circonstances pouvant donner lieu à une modification des offres sont limitativement énumérées infra :

1. modification des prix en cas de revalorisation de l'ensemble des salaires minimaux conventionnels dans la branche des entreprises de prévention et de sécurité. Dans ce cas, les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont modifiés après publication de l'arrêté ministériel actant l'entrée en vigueur de ces dispositions. Cette revalorisation devra être au minimum de 10% pour être prise en compte, en deçà, les révisions de prix sur la base de l'indice GES sont considérées comme suffisantes ;
2. modification de la qualification des agents et des prix associés en cas de restructuration des branches professionnelles (nouvelles classifications et nouvelles dénominations des acteurs de la sécurité privée) actée par une modification de la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité.

Les conséquences onéreuses de ces circonstances doivent excéder ce qui pouvait être raisonnablement prévisible par les parties.

b) Circonstances imprévisibles :

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur lors de la conclusion des contrats et modifiant de manière significative leurs conditions d'exécution, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Il peut notamment s'agir d'évolutions réglementaires et d'une décision écrite émanant d'une autorité publique qui pourrait restreindre, interdire ou modifier l'exercice des activités prévues à l'accord-cadre et aux marchés subséquents.

Les parties ne doivent pas avoir contribué, en tout ou partie, à la survenance de l'évènement ou à l'aggravation de ses conséquences.

Dans ce cas, le titulaire peut :

- proposer une prestation / matériel de substitution permettant la continuité de service ;
- proposer une modification des prix initiaux sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du(es) contrat(s).

Lors de la survenance de ces circonstances a) et b), le titulaire en informe la PFC SO et peut solliciter une demande de modification de l'accord-cadre et des marchés subséquents par la PFC SO pour ces motifs. Le titulaire communique simultanément tous documents et justificatifs faisant apparaître l'incidence financière induite en pourcentage et le cas échéant les nouvelles classifications et dénominations des agents prévus aux contrats (C.C.T.P. Chantier type de l'accord-cadre et marchés subséquents).

La PFC SO peut demander tous justificatifs et éléments de preuves complémentaires pour apprécier le bien-fondé de la demande du titulaire, dont tout document probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés, y compris un détail de la structure de ses prix dans une comptabilité analytique.

La PFC SO dispose d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception des documents et justificatifs complets pour valider une modification de l'accord-cadre. L'absence de réponse de la PFC SO dans le délai indiqué ne vaut pas acceptation de sa part des modifications sollicitées par le titulaire.

Si la demande de modification est acceptée par la PFC SO, les nouveaux prix sont intégrés à l'accord-cadre puis aux marchés subséquents par voie d'avenant. Ces nouveaux prix sont révisés dans les conditions prévues à l'article 9.2.

Les nouveaux prix de l'accord-cadre entrent en vigueur à la date fixée par la PFC SO dans l'avenant adressé au titulaire via le site de la PLACE.

Les nouveaux prix des marchés subséquents entrent en vigueur à la date fixée par la PFC SO dans l'avenant adressé au titulaire via le site de la PLACE.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

6.11.5 Modalités de modification des contrats

Hormis les modifications mineures (cf. art. 6.11.1), toute modification fait l'objet soit d'un ordre de service (OS), soit d'un avenant, transmis au titulaire via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) dans un délai raisonnable qui tient compte de l'ampleur de la modification.

Les modifications relevant des dispositions n°2, 3, 4 (suppression d'un site), 6 et 8 renseignées à l'article 6.11.3 du présent C.C.A.P font l'objet d'un OS et celles relevant des dispositions n°1, 4 (ajout d'un site), 5 et 7 du même article ainsi que les cas de modifications de l'article 6.11.4 supra font l'objet d'un avenant.

La formalisation de ces modifications peut être effectuée par la mise à jour d'annexes financières.

En cas de suppression ou diminution de périmètre, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

La prise en compte des modifications dans les factures et paiements est effective à compter de la date de notification de l'acte ou de sa date de prise d'effet si celle-ci est postérieure.

Nota: pour les cas cités au 6.11.4, la date de prise d'effet des évolutions réglementaires et/ou d'apparition de la circonstance imprévisible peut être antérieure à la date de notification ou de prise d'effet de l'avenant contractualisé.

Le cas échéant, le titulaire peut solliciter une indemnité d'imprévision afin de compenser les charges extracontractuelles subies durant cette période. Une convention d'indemnisation peut être établie à cet effet.

6.12 Constatation de l'exécution des prestations et admission

6.12.1 Contrôle

Des opérations de contrôle sont effectuées :

- Encadrement et contrôles réalisés par le titulaire

Le personnel d'encadrement désigné par le titulaire est responsable de l'encadrement sur les sites, de la discipline du personnel et du mode d'exécution des prestations. Il rend compte de toute difficulté rencontrée au correspondant de l'Administration (cf. art. 6.1. supra).

Le personnel « contrôleur » désigné par le titulaire est responsable des contrôles des personnels, opérés de manière aléatoire et à minima deux (2) fois par mois. Ses interventions sont rapportées au responsable de l'encadrement sur site (cf. art. 3.1.1 du C.C.T.P.).

- La personne publique

➤ **Les fiches de contrôle** : L'Administration se réserve le droit d'effectuer des contrôles afin de vérifier la bonne exécution des prestations décrites aux C.C.T.P. Ces contrôles s'effectuent dans les conditions fixées à l'article 4.1 du C.C.T.P. n°PFCSO-SM1-1230-LM de l'accord-cadre.

La fiche de contrôle des prestations en annexe 5 du C.C.T.P. n°PFCSO-SM1-1230-LM est utilisée pour toute prestation concernée. Seules les prestations définies au marché sont visées par ces contrôles.

Les contrôles planifiés contradictoires, dont les modalités sont définies à l'art. 4.1.2 du C.C.T.P. n°PFCSO-SM1-1230-LM, sont réalisés par le représentant de l'Administration en présence du titulaire ou de son représentant.

Des contrôles inopinés peuvent par ailleurs être réalisés par l'Administration à tout moment et sans en référer préalablement au titulaire (cf. art. 4.1.1 du C.C.T.P. n°PFCSO-SM1-1230-LM).

Chacun de ces contrôles opérés par l'Administration donne lieu à notation des activités et domaines évalués propres au marché subséquent objet du contrôle.

➤ Chaque « activité » contrôlée est évaluée suivant le barème ci-dessous :

0 : non exécutée.

1 : partiellement exécutée.

2 : conforme.

➤ Chaque « domaine » est ensuite évalué comme suit :

Note domaine (D) =
$$\frac{\text{Somme des notes obtenues pour chaque activité du domaine}}{\text{Nombre d'activités du domaine}}$$

Les notations obtenues (activités et domaines) sont reportées par le titulaire sur les indicateurs mensuels correspondants conformément au 4.3.1 du C.C.T.P. n°PFCSO-SM1-1230-LM.

➤ La « moyenne des notes par domaine (MD) » obtenues lors de chacun des contrôles est ramenée à 20,00 (MD/20) suivant la formule de calcul suivante :

$$\frac{\text{Somme des notes obtenues pour chaque domaine}}{\text{Nombre de domaines}} / 2 \text{ (note maximum)} \times 20,00$$

➤ La « moyenne mensuelles des notes (MM) » est ensuite obtenue par l'application de la formule suivante :

$$\frac{\text{Somme mensuelle des MD/20 obtenue lors de chacun des contrôles}}{\text{Nombre de contrôles effectués dans le mois}}$$

Chaque contrôle effectué est reporté par le titulaire sur la « fiche de constatation du service fait » mensuelle (cf. annexe 6 du C.C.T.P.).

La moyenne mensuelle des notes obtenues MM y est également reportée.

Ces notations peuvent donner lieu à l'application de réfactions telles que définies à l'article 6.13.6 du présent C.C.A.P.

➤ **Les fiches d'anomalies** : Les contrôles exposés supra donnent lieu, le cas échéant, à l'émission de fiches anomalies (annexe 4 du C.C.T.P. n°PFCSO-SM1-1230-LM), lorsqu'une défaillance du titulaire au regard des exigences du marché a été constatée.

Cette fiche anomalie peut également être émise lors de la survenance d'un incident constaté par l'Administration.

Les modalités d'émission, de circulation et de validation de cette fiche sont décrites à l'article 4.1.3 du C.C.T.P.

Les fiches d'anomalies sont systématiquement reportées par le titulaire sur la « fiche de constatation du service fait ».

Elles peuvent donner lieu à l'application de pénalités telles que définies à l'article 6.13 du présent C.C.A.P.

Pour chaque site, un comité de pilotage se réunit pour établir un bilan de la période avec le titulaire du marché subséquent concerné. Les modalités de réunion du comité ainsi que ses objectifs sont fixés au 3.1.2 du C.C.T.P. n°PFC SO-SM1-1230-LM.

6.12.2 Opérations de vérification et admission des prestations

Prestations continues

1) Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le responsable habilité du poste concerné, à l'issue des opérations de vérification, renseigne et complète à chaque fin de mois la fiche mensuelle de constatation du service fait (Annexe 6 du C.C.T.P.) transmise par le titulaire. Une fois signée, elle est retournée dans un délai maximal de cinq jours au **titulaire qui la joint obligatoirement à sa demande de paiement**.

Si les constatations font état de réfections et/ou de pénalités applicables sur la période concernée, la fiche est transmise simultanément au responsable de l'Administration en charge du suivi administratif du marché subséquent.

Dans le cas de mauvaise exécution des prestations objet du marché subséquent, l'acheteur applique les dispositions prévues à l'article 6.13 ci-après et le marché subséquent peut être résilié aux torts exclusifs de son titulaire.

2) Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, la PFC SO prend une décision expresse d'admission, éventuellement assortie d'une réfaction, d'un ajournement ou d'un rejet dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de constatation du service fait. Passé ce délai, la décision d'admission de ces prestations est réputée acquise.

Prestations à la demande

1) A l'issue de l'exécution des prestations à la demande, la fiche de constatation du service fait (annexe 6 du C.C.T.P.), pour laquelle tous les champs doivent être renseignés, est établie par le titulaire du marché subséquent et contresignée dans un délai maximum de 5 jours par le représentant de l'Administration.

Elle comporte d'une part tous les éléments afférents à la demande de prestation et d'autre part toutes les remarques concernant la vérification de la bonne exécution de celle-ci.

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, c'est l'établissement bénéficiaire qui procèdera aux opérations de vérification⁴ quantitative et qualitative des prestations selon les dispositions du CCTP.

Il dispose, à compter de la date d'exécution des prestations, d'un délai de cinq jours pour procéder aux opérations de vérification et contresigner la fiche de constatation du service fait.

La signature de ce document par un responsable du site ne vaut pas admission définitive des prestations.

2) Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, à l'issue des opérations de vérification, la PFC SO prend une décision expresse d'admission, éventuellement assortie d'une réfaction, d'ajournement ou de rejet dans un délai de deux mois à compter de la réalisation mensuelle des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission de ces prestations est réputée acquise.

6.12.3 Contestations éventuelles

L'autorité à saisir en cas de contestations éventuelles est la PFC SO.

⁴ La constatation de l'exécution doit être saisie par les services en charge de l'admission directement dans l'outil Chorus (formulaire SF) ; aucune signature complémentaire ni aucun document ad hoc n'est nécessaire.

6.13 Pénalités et réfections

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

6.13.1 Pénalités liées à l'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toutes les pénalités sont exigibles dès le premier euro.

En cas de mauvaise exécution des prestations, des sanctions seront envisagées par l'acheteur qui en avertira le titulaire par courrier via PLACE. Celui-ci disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles. Sans réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer son irresponsabilité, les sanctions s'appliqueront.

Conformément aux dispositions fixées à l'article 4 du C.C.T.P. n°PFC SO-SM1-1230-LM, la fiche anomalie, lorsqu'elle fait suite à un contrôle de l'Administration ou qu'elle fait suite à la survenance d'un incident, est transmise par le responsable de l'administration en charge du suivi d'exécution du marché à la PFC SO pour application des pénalités.

L'acheteur notifie au titulaire du marché subséquent via le site de la PLACE sa décision d'appliquer des pénalités.

Toutes les pénalités mentionnées ci-dessous sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, celles-ci ne sont pas plafonnées. Cependant, si le montant des pénalités excède 15 % du montant de la redevance mensuelle pendant trois mois consécutifs, le marché subséquent peut être résilié pour faute du titulaire, sans indemnités.

6.13.2 Pénalités pour retard de transmission des documents

En cas de dépassement du délai de présentation des pièces citées aux articles 6.3.2, 6.5, 6.6, 6.9.1.D, 6.9.1.E, 6.9.2.A, 6.9.2.B, 6.9.2.C, 6.9.2.D, 10.5 et 10.13 du présent C.C.A.P, la pénalité prévue est de cent (100) euros par document et par jour calendaire, décompté à partir du premier jour de retard.

Si le titulaire du marché subséquent ne s'acquitte pas des formalités prévues à l'article 10.6 du présent C.C.A.P., une pénalité pouvant atteindre 10 % du montant minimum du marché subséquent, dans la limite du montant des amendes prévues par les articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail, est applicable au titulaire dudit marché.

6.13.3 Pénalités pour non-respect des clauses d'exécution du marché subséquent

Les manquements ou défaillances constatés par rapport aux exigences des C.C.T.P donnent lieu à l'application des pénalités listées ci-dessous, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable du titulaire :

Défaillances	Indice de gravité	Montant des pénalités⁵
Absence de personnel non remplacé.	5	Cinq cents (500) euros par absence constatée.
Non-respect des différentes clauses techniques figurant aux C.C.T.P.	5	Cinq cents (500) euros par occurrence.
Non-respect des horaires ou non-respect des vacances.	5	Cinq cents (500) euros par absence constatée.
Vacation par un agent affecté aux prestations ne disposant pas d'une autorisation du CNAPS valide.	5	Cinq cents (500) euros par occurrence.
Vacation par un agent non agréé par l'Administration.	5	Cinq cents (500) euros par occurrence.
Sous-traitance non déclarée	5	2 000 (deux) mille euros
Non tenue des tableaux de bord et indicateurs (cf. art. 3.2.7 du C.C.T.P.)	4	Quatre cents (400) euros par infraction constatée.
Absence, panne ou non remplacement d'un des matériels et/ou véhicules prévus aux marchés.	3	Trois cents (300) euros par infraction constatée.
Comportement non conforme à la fonction et/ou tenue négligée et/ou non port de la tenue de sécurité et des équipements de protection individuels	3	Trois cents (300) euros par infraction constatée.
Non tenue du registre d'évènements, de surveillance ou main courante.	2	Deux cents (200) euros par infraction constatée.
Défaut de propreté des locaux affectés au titulaire	1	Cent (100) euros par infraction constatée.
Non-respect des obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles	1	Cent (100) euros par infraction constatée.

⁵ Les montants indiqués sont doublés en cas de récidive

Perte de clé ou de badge.	-	En cas de perte de clé, de badge, ou de tout autre dispositif remis au titulaire du marché subséquent pour l'exécution des prestations sur sites, le titulaire du marché subséquent verse à la PFC SO le coût de remplacement de l'appareil perdu et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées.
---------------------------	---	---

Les pénalités de retard relatives au non-respect des clauses d'exécution du marché subséquent sont présentées au titulaire du marché subséquent par écrit. Il est invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Sans réponse de sa part ou des observations ne permettant pas de démontrer son irresponsabilité, les sanctions s'appliqueront comme suit :

Défaillances	Indice de gravité	Montant des pénalités ⁶
Non-respect d'un délai exprimé en mois	-	Dix (10) euros par jour de retard
Non-respect d'un délai exprimé en jour	-	Dix (10) euros par jour de retard
Non-respect d'un délai exprimé en heure	-	Dix (10) euros par heure de retard
Non-respect d'un délai exprimé en minute	-	Dix (10) euros par minute de retard

Le responsable habilité du site informe par le biais d'une fiche anomalie (cf. art. 6.12) le responsable de l'Administration en charge du suivi d'exécution du marché subséquent des manquements du titulaire à ses obligations contractuelles, dès que le dysfonctionnement a été constaté.

Le responsable de l'Administration en charge du suivi d'exécution du marché subséquent vérifie les écarts constatés avec le cahier des charges applicable au marché subséquent concerné et relaie la fiche anomalie vers la PFC SO pour notification et application des pénalités.

6.13.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il est appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subit une pénalité égale à **75 euros** par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

⁶ Les montants indiqués sont doublés en cas de récidive

6.13.5 Pénalités et éviction pour non présentation d'une offre et présentation d'offres irrégulières

En cas de non réponse lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, le titulaire de l'accord-cadre doit motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui. Sera une motivation recevable, l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté de l'opérateur économique, de moyens humains ou matériels. Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de prendre toutes mesures, recrutements, intérim, location de matériel, sous-traitance pour faire face à ses engagements.

Toutefois, si ces mesures devaient conduire à une modification substantielle de l'organisation interne de l'entreprise, qu'il lui appartiendra de justifier, le titulaire de l'accord-cadre pourra évoquer cette difficulté pour motiver sa non réponse.

Pénalités pour non réponse

En cas de non réponse non motivée (ou dont la motivation serait irrecevable) lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 5 000,00€.

Il est précisé que la remise d'une offre hors délai équivaut à une absence d'offre, donc à une non réponse sans motivation.

Pénalités pour transmission d'offres irrégulières

Au bout de deux offres irrégulières, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 5 000,00 euros (sans préjudice d'une résiliation de l'accord cadre pour insuffisance de concurrence).

Eviction pour non-réponse

La PFC SO se réserve la possibilité d'évincer, sans indemnités, un titulaire de l'accord-cadre, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations, en matière d'offres pour les marchés subséquents, à trois reprises, pendant la durée de l'Accord-cadre.

6.13.6 Réfactions

Dans le cas de réfactions, celles-ci sont proportionnelles à l'importance des imperfections constatées (cf. art. 30.3 du CCAG/FCS).

Le suivi de la qualité des prestations est effectué sur la base des contrôles planifiés et/ou aléatoires et contradictoires réalisés par le responsable habilité du site suivant la fiche de contrôle qualité en annexe 5 du C.C.T.P. n°PFC SO-SM1-1230-LM.

Chaque contrôle contradictoire donne lieu à la notation des domaines d'activités couverts exécutés au titre du marché subséquent (cf. systèmes de notation indiqués en art. 6.12.1 « fiches de contrôle » du présent C.C.A.P.).

A la fin de la période contrôlée (mensuelle), la moyenne mensuelle des notes obtenues est reportée par le titulaire sur la fiche de constatation de service fait.

Le compte rendu des notations mensuelles est adressé par le responsable du suivi du marché à la PFC SO en même temps que la fiche de constatation de service fait mensuelle correspondante et d'éventuelles réfactions sont appliquées sur la base du tableau suivant :

NOTE	MONTANT DES REFACTIONS
Moyenne mensuelle des notes comprise entre 17 et 20	0,00€ / fiche de constatation de service fait mensuelle
Moyenne mensuelle des notes comprise entre 12 et 16,9	150,00€ HT / fiche de constatation de service fait mensuelle

Moyenne mensuelle des notes comprise entre 08 et 11,9	300,00€ HT / fiche de constatation de service fait mensuelle
Moyenne mensuelle des notes comprise entre 0 et 7,9	450,00€ HT / fiche de constatation de service fait mensuelle

Les réfections sont cumulables entre elles et avec les pénalités. Ces réfections ne préjugent ni du non règlement des prestations qui ne sont pas réalisées ni de l'application des pénalités prévues aux paragraphes supra de l'article 6.13.

6.13.7 Indemnité forfaitaire compensatoire de suspension d'exécution des prestations ponctuelles

Les prestations ponctuelles couvrant plusieurs jours consécutifs peuvent donner lieu au versement au titulaire du marché subséquent concerné d'une indemnité forfaitaire compensatoire en cas de suspension d'exécution desdites prestations, en raison d'aléas techniques inhérents à l'Administration.

Le montant de cette indemnité est égal au prix forfaitaire HT d'une vacation sur le site concerné, calculée au prorata de la durée de la suspension et figurant au bon de commande correspondant. Le titulaire du marché subséquent peut prétendre à cette indemnité uniquement s'il a été informé de la suspension de la prestation par mail **dans un délai inférieur à 12 heures**. Ce délai s'entend entre le moment où il reçoit l'information et le début d'exécution de la vacation suivante.

7 ÉQUIPEMENT

Le titulaire fournit à ses agents tous les équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations suivant les dispositions prévues aux C.C.T.P.

8 MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux titulaires de l'accord-cadre correspondant via le site de la PLACE.

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre d'invitation à remettre une offre. L'acheteur peut imposer une visite préalable des sites à l'établissement des propositions.

Les titulaires remettent à l'acheteur une offre faisant apparaître :

- Prestations continues : la décomposition des prix des prestations en nombre prévisionnel de jours annuels nécessaires à l'exécution des prestations, ventilée selon les catégories d'intervenants indiquées dans l'annexe financière à l'acte d'engagement « bordereau des prix unitaires prix plafonds AC » de l'accord-cadre, et de sorte que les prix par jour et par catégorie d'intervenants ne soient pas supérieurs aux prix plafonds du bordereau de prix plafonds de l'accord-cadre.
Les moyens et matériels ne faisant pas partie intégrante des prix forfaitaires et des unités d'œuvre sont obligatoirement valorisés.
- L'offre technique rédigée selon la trame imposée par l'acheteur faisant notamment apparaître le nombre et la qualification des agents dédiés à l'exécution des prestations, les moyens matériels, la qualité écologique des véhicules, la composition des tenues de travail et chaussures des agents, le nombre d'heures d'insertion sociale.
- Les fiches techniques des moyens matériels et tenues faisant apparaître leur performance écologique sont jointes en annexe de l'offre.

L'acheteur peut prévoir dans la lettre de consultation pour la passation d'un marché subséquent, une phase de régularisation des offres et/ou une phase de négociation dans le respect des dispositions du CCP.

Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution suivants :

Critères	Sous-critères	Pondération
Prix Entre 55 et 70 points	1 : Le prix des prestations continues	Entre 80 et 100 points
	2 : Le prix des prestations ponctuelles	Entre 0 et 20 points
Technique Entre 30 et 45 points	1 : Moyens humains dédiés	Entre 40 et 80 points
	2 : Moyens matériels dédiés	Entre 20 et 60 points
Environnemental Entre 0 et 5 points	1 : Qualité écologique des véhicules dédiés aux prestations (faible ou très faible niveau d'émission)	Entre 0 et 5 points
	2 : Composition des tenues de travail et chaussures	Entre 0 et 5 points
Insertion sociale Entre 0 et 5 points	1 : Nombre d'heures d'insertion sociale au-delà du minimum imposé	Entre 0 et 5 points

Dans le cadre de la passation des marchés subséquents, l'acheteur a la possibilité d'adapter la pondération des critères et sous-critères ci-dessus. La pondération des critères et des sous-critères est renseignée dans la lettre d'invitation à remettre une offre.

La répartition de la pondération pour chaque critère sera adaptée au regard de la technicité et du contexte d'exécution du marché.

Dans l'ensemble des cas, le total des critères doit correspondre à 100 points.

9 RÉGIME FINANCIER

9.1 Forme des prix et modalités de leur détermination

Le montant de l'offre remise dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre constitue les prix plafonds fixés à l'accord-cadre.

Les coefficients de majoration relatifs aux prestations ponctuelles à la demande avec un préavis réduit, remis dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre, constituent les coefficients plafonds fixés à l'accord-cadre.

Les montants des offres et les coefficients de majoration remis dans le cadre de la procédure de passation des marchés subséquents ne peuvent pas dépasser ces prix et coefficients plafonds.

Les prix applicables aux marchés subséquents conclus en fonction des besoins à satisfaire, figurent en annexe financière de l'acte d'engagement du marché subséquent correspondant.

Les prix des prestations ponctuelles et les prix de mise à disposition de matériels figurant aux bordereaux des prix unitaires de l'accord-cadre sont également applicables aux marchés subséquents, dès lors qu'ils n'ont pas été spécifiquement définis au titre du marché subséquent considéré.

Les prix des prestations sont forfaitaires, définitifs et révisables.

Ils comprennent l'ensemble des charges inhérentes aux missions telles que définies aux cahiers des clauses administratives et techniques particulières de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Les prix comprennent :

- ☞ le coût de la main d'œuvre, les frais de reprise des personnels (hors ancienneté), les moyens et matériels à fournir par le titulaire à ses agents (cf. 5.2 du C.C.T.P. de l'AC), les charges fiscales et parafiscales, l'assurance, les frais de structure, la marge ;
- ☞ toutes les charges et tous les frais afférents aux missions et travaux à réaliser dans le cadre des prestations définies aux C.C.A.P. et C.C.T.P ;
- ☞ les revalorisations des salaires minimaux conventionnels applicables à compter du 1^{er} janvier 2026 suite à l'accord collectif triennal du 25 septembre 2023 relatif aux revalorisations salariales pour 2024, 2025 et 2026 dans la branche des entreprises de prévention et de sécurité.

Les prix de mise à disposition des matériels de base figurant au BPU s'entendent en euros hors taxes et toutes charges comprises.

Les prix plafonds des offres indiqués en annexes financières de chacun des actes d'engagement sont établis en euros (€) HORS TAXES (HT) et TOUTES TAXES COMPRISES (TTC), aux conditions économiques du mois de remise des offres finales appelé **mois "zéro"**.

Les variations éventuelles du taux de la TVA s'appliquent immédiatement et automatiquement aux marchés en cours d'exécution.

9.2 Variation des prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents

9.2.1 Accord-cadre

Les prix plafonds sont révisables annuellement, à l'initiative de la PFC SO, à compter du 1^{er} du mois suivant la date anniversaire de début d'exécution de l'accord-cadre correspondant par application de la formule suivante :

$$Pr = Pi (0,15 + 0,85 \frac{SI}{SO})$$

dans laquelle :

Pr = Prix révisé,

Pi = Prix initial,

SI = La valeur de l'indice des coûts de revient de la sécurité privée, soit le dernier indice connu,

SO = La valeur de l'indice des coûts de revient de la sécurité privée, correspondant au mois de remise des offres finales; publié sur le site du groupement des entreprises de sécurité (GES) à partir du lien suivant : <https://ges-securite-privee.org/indice-icsp>.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse et s'applique à compter de la date anniversaire de début d'exécution de l'accord-cadre correspondant.

9.2.2 Marchés subséquents

Les marchés subséquents sont révisables annuellement, à l'initiative de la PFC SO, à compter du 1^{er} du mois suivant la date anniversaire de début d'exécution par application de la formule suivante :

$$Pr = Pi (0,15 + 0,85 \frac{SI}{SO})$$

dans laquelle :

Pr = Prix révisé,

Pi = Prix initial,

SI = La valeur de l'indice des coûts de revient de la sécurité privée, soit le dernier indice connu,

SO = La valeur de l'indice des coûts de revient de la sécurité privée, correspondant au mois de remise des offres finales; publié sur le site du groupement des entreprises de sécurité (GES) à partir du lien suivant : <https://ges-securite-privee.org/indice-icsp>.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse et s'applique à compter du 1^{er} du mois suivant la date anniversaire de début d'exécution du marché subséquent.

9.3 Avances

En application de l'article 11 option A du CCAG/FCS, une avance est accordée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et R2191-7 du CCP.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du CCP, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du CCP, le taux de l'avance est fixé à 5% (taux minimal prévu à l'art. R. 2191- 7 du CCP).

Le titulaire a néanmoins la possibilité de renoncer expressément à son bénéfice (cadre prévu à cet effet dans le formulaire ATTRI 1 acte d'engagement).

9.4 Modalités financières

Prestations continues :

Les prestations continues ne font pas l'objet de bons de commande.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par le bénéficiaire. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les prestations continues qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes dont le montant est fixé à 1/12ème du montant annuel inscrit dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Compte tenu des caractéristiques du présent marché, la périodicité de versement des acomptes est fixée à un (1) mois. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement mensuelle.

Prestations ponctuelles :

Pour les prestations ponctuelles, à la fin du mois durant lequel a eu lieu l'intervention, le titulaire transmet une facture accompagnée obligatoirement de la fiche de constatation du service fait signée par le responsable du site.

9.5 Mentions obligatoires

Les factures et chaque demande de paiement d'acompte (prestations continues) comportent les mentions obligatoires, conformément à l'art. D.2192-2 du CCP.

Elles comportent notamment les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET) ;

- la domiciliation du titulaire⁷ (BIC/IBAN) ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'autorisation administrative d'exercer attribuée par le CNAPS ;
- la référence et la désignation de l'accord-cadre (dont numéro d'engagement juridique (EJ) Chorus communiqué lors de la notification de l'accord-cadre) ;
- le numéro, la date du marché subséquent ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS communiqué lors de la notification du marché subséquent ;
- le numéro et la date du bon de commande (cas des prestations à la demande) ;
- le cas échéant, le nombre d'intervention réalisé en complément de la prestation « astreinte » ;
- la désignation des prestations ;
- le poste, le nom et l'adresse du service bénéficiaire des prestations ;
- la date ou la période de réalisation des prestations pour chaque poste ;
- le montant de l'acompte mensuel admis HTVA (cas des prestations continues) pour chaque poste ;
- le montant des prestations à la demande admises HTVA le cas échéant ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant global de la TVA ;
- le montant total T.T.C. à payer ;
- le code du service exécutant à faire apparaître est le D0410T7033 et le numéro SIRET des services de l'Etat à faire apparaître est le 11000201100044.

La facture doit être parfaitement renseignée, notamment des n° EJ et SE = toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire, ce qui suspendra le délai global de paiement.

La suspension du délai de paiement s'effectue selon les règles décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code.

Le titulaire du marché subséquent joint obligatoirement à sa facture la fiche mensuelle de constatation du service fait, et, le cas échéant, la fiche de constatation du service fait relative aux prestations ponctuelles commandées.

Nota : les factures partielles ne seront acceptées qu'après accord préalable de l'Administration (service acheteur).

9.6 Transmission des factures

Toutes les factures entre l'Etat et ses titulaires sont dématérialisées (art. L2192-1 et s. du code). Aussi, **le titulaire doit envoyer ses factures en version dématérialisée sur le portail public de dématérialisation⁸ <https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Pour ce faire, il doit créer un compte sur ce portail ; la PFC-SO (adresse de facturation : PFC SO – Division Finances – Caserne Nansouty- 223 rue de Bègles – CS 21152 – 33068 Bordeaux Cedex) propose en cas de besoin une assistance au démarrage pour une facturation dématérialisée à l'adresse suivante : pfc-so.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr.

Pour tout problème technique sur Chorus, création de compte, dépôt de facture, etc. le service tchat « CLAUDIA » est mis en place. Les modes opératoires sont disponibles sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour rappel, le titulaire du marché joint obligatoirement à ses factures les fiches mensuelles d'attestation de service fait, et, le cas échéant, les fiches de constatation du service fait relatives

⁷ Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

⁸ L'utilisation du portail public de facturation (« CHORUS pro ») est exclusive de tout autre mode de transmission : une facture transmise en dehors de ce portail sera rejetée, dès lors que le titulaire préalablement informé ne se sera pas conformé à cette obligation en renvoyant sa facture sur ce portail.

aux prestations ponctuelles commandées.

Le titulaire pourra consulter le statut de sa facture dans chorus-pro et en cas de rejet, le motif de ce dernier.

9.7 Mode de règlement des factures

Le titulaire est payé de ses prestations par virement.

L'ordonnateur en charge d'émettre les demandes de paiement et le comptable assignataire sont indiqués dans les marchés subséquents.

9.8 Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le règlement des sommes dues s'effectue par virement.

Le paiement doit intervenir dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur secondaire, ou de la date à laquelle le service fait est constaté, si cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de trente jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit, au bénéfice du titulaire, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

9.9 Retenue de garantie et cautionnement

Sans objet.

9.10 Cessions de créance

Les marchés subséquents et les bons de commandes peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et suivants du CCP.

Il est remis, sur demande de chaque titulaire, co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

9.11 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.12 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10 DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font exclusivement via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

La ou les adresses courriel indiquée(s) par le titulaire dans le cadre de réponse sont les adresses des personnes ayant pouvoir d'engager la société et susceptible(s) de recevoir l'ensemble des décisions de l'acheteur par voie électronique.

Lorsque la notification est effectuée par le profil acheteur (PLACE), le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé, certifié par l'AR délivré par l'application informatique.

Par dérogation à l'art 3.1.2 du CCAG/FCS, à défaut de consultation du document dans un délai de 4 jours à compter de sa date de mise à disposition sur le profil acheteur, la notification est réputée acquise le 5^{ème} jour.

10.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

10.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (R2193-10 du CCP).

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'agréer un sous-traitant (ST) au niveau d'un marché subséquent, il convient au préalable de l'agréer et de le référencer au niveau de l'accord-cadre dont est issu le marché subséquent.

Pour ce faire, le titulaire communique au correspondant de la PFC SO (pfc.sud-ouest-bap-sm1contact.fct@intradef.gouv.fr) un dossier de demande de contrat sensible comprenant :

- une fiche navette pour la société sous-traitante, complétée, datée et signée, par l'Officier de Sécurité du titulaire du marché subséquent. Celle-ci doit être signée au plus tard 2 mois avant la date de début souhaitée des prestations par votre sous-traitant (JJ/MM/AAAA) ;
- la demande de contrôle primaire du dirigeant de la société sous-traitante complétée par la personne ayant le pouvoir d'engager ladite société.

Pour être accepté, le(s) sous-traitant(s) doit faire l'objet d'un contrôle primaire de la personne morale « sans objection » selon les procédures en vigueur au MINARM.

Le sous-traitant doit également disposer d'une autorisation valide d'exercer les activités de gardiennage et de surveillance délivrée par le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), dont une copie doit être transmise à la PFC SO avant toute intervention du sous-traitant.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) au titre de l'accord-cadre dont est issu le marché subséquent. Après agrément du sous-traitant au niveau de l'accord-cadre, le titulaire complète pour chaque marché subséquent où l'intervention du sous-traitant est envisagé un nouveau formulaire DC4 qui matérialisera alors le détail des postes et le montant des prestations sous-traitées.

Ces actes mentionnent : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la

dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant (DC4 relatifs au marchés subséquents uniquement), les conditions de paiement prévues (DC4 relatifs au marchés subséquents) et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En cas d'acceptation, l'acte spécial de sous-traitance est valable jusqu'à la date anniversaire du marché et est ensuite reconduit de manière tacite selon les modalités du marché.

10.4 Responsabilité

Le titulaire du marché subséquent assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations pourrait causer :

- à son personnel, aux agents de l'Administration ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Administration ou à des tiers.

Le titulaire du marché subséquent s'engage à respecter scrupuleusement les mesures de prévention ou les consignes exigées pour l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

10.5 Assurances

Le titulaire déclare être assuré en responsabilité civile d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Administration et les tiers de dommages corporels, matériels et immatériels dont le prestataire aurait à répondre, causés par l'exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où une attestation de la compagnie d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie n'a pas été fournie lors de la soumission à l'accord-cadre, le titulaire du marché subséquent adresse ladite attestation à la PFC SO **dans un délai de quinze jours** ouvrés à compter de la notification du marché subséquent et avant tout début d'exécution de celui-ci.

Le titulaire prend toutes précautions pour que son assurance couvre la durée du marché subséquent (cf. art. 3.1 du présent C.C.A.P.).

10.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant encours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, sur la plate-forme en ligne, via PLACE dans l'espace de stockage dédié (coffre-fort).

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

10.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre et les marchés subséquents dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation pour ces motifs.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus ci-avant dans le présent C.C.A.P., les contrats peuvent être résiliés pour faute du titulaire et sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- autorisation administrative d'exercer les activités de surveillance et de gardiennage délivrée par la CNAPS non valide ;
- contrôle primaire de la personne morale devenu « autre que sans objection » (cf. art. 1 « objet de l'accord-cadre » et 6.10 « changement de situation ») ;
- absence de réponse à deux reprises et sans motivation préalable, à l'invitation à présenter une offre à un marché subséquent (cf. art. 3.1 et 6.13.5 du présent C.C.A.P.) ;
- non-respect des obligations relatives au nombre d'heure d'insertion (cf. art. 6.9.1.C du C.C.A.P. « contrôle de l'action d'insertion »)
- dernier alinéa de l'article 6.3.4.D " Conditions d'accès sur un site du ministère des armées " ;
- dernier alinéa de l'article 6.12.2 « Opérations de vérification et admission des prestations » et article 6.13 « Pénalités et réfections » ;
- dernier alinéa de l'article 6.3.3 « Obligations de confidentialité ».

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation automatique des marchés subséquents en cours d'exécution.

L'acheteur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché subséquent, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui un titre de perception en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

10.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et obligations contractuelles prévues à l'accord-cadre et aux marchés subséquents qui en découlent.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter ses prestations, pour une raison quelconque, il doit informer immédiatement le responsable de site ou son représentant par correspondance électronique, et confirme cette impossibilité à la PFC SO en la justifiant.

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, l'Administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché subséquent, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché subséquent prononcé pour faute du titulaire.

L'exécution aux frais et risques est réalisée selon les conditions fixées aux articles 45.2 à 45.4 du CCAG/FCS.

10.9 Différends

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du MINARM. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur

entreprises.fct@intradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constats du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Pour plus d'informations, un contact téléphonique est possible aux numéros suivants :
09 88 68 19 25 ou 06 07 48 31 44.

10.10 Redressement judiciaire – Liquidation judiciaire

Les dispositions suivantes sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation est notifié immédiatement à l'acheteur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution des marchés subséquents.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution des marchés subséquents.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents est prononcée par le directeur de la PFC SO.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché subséquent ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre et du (des) marché(s) subséquent(s) est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.

Dans cette hypothèse, l'Administration peut accepter la continuation des contrats pendant la période visée par la décision de justice ou le résilier sans indemnité pour le titulaire.

En cas de résiliation du marché subséquent pour faute du titulaire ou de liquidation judiciaire, les prestations exécutées par le titulaire deviennent la propriété du MINARM.

10.11 Respect de la législation

Les dispositions relatives aux mesures à prendre vis-à-vis des personnes condamnées pour infractions à la législation fiscale sont rigoureusement observées par le fournisseur.

Chaque titulaire est tenu de notifier sans délai à la PFC SO les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, le MINARM ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En outre, conformément aux articles R2143-6 à 10 du CCP, le titulaire du marché subséquent doit produire tous les six mois les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail. Ces pièces sont à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché subséquent et ce pendant toute leur durée.

En cas de non transmission des documents dans le délai imparti par l'Administration, le titulaire encourt, **après mise en demeure préalable**, les pénalités définies à l'article 6.13.2 du présent C.C.A.P.

En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents précités, le marché subséquent peut être résilié pour faute du titulaire.

10.12 Litiges et contentieux

Les litiges et différends nés de l'exécution des marchés subséquents seront soumis au juge administratif français.

Le Tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel les accords-cadres sont signés par l'acheteur, à savoir, le tribunal administratif de Bordeaux.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont rédigées en français.

10.13 Plan de progrès

La première année d'exécution de chacun des marchés subséquents est considérée comme une année de connaissance des sites objet desdits marchés.

Dans le cadre de l'amélioration continue de sa prestation, le titulaire dresse, **au plus tard douze (12) mois à compter du début de la phase d'exécution des prestations**, un plan de progrès qui lui permettra d'améliorer la qualité des prestations et d'identifier des gains de productivité économique dans les domaines suivants :

- la nature des prestations ;
- la périodicité des prestations ;
- l'organisation du travail, le contrôle des prestations ;
- les moyens techniques utilisés par la prestation ;
- les moyens humains mis en œuvre.

La personne publique valide le plan de progrès proposé, qui sera ensuite mis en œuvre par avenant.

Le plan de progrès, mis à jour par le titulaire au minimum semestriellement, est revu par la personne publique et fait l'objet de propositions, d'améliorations soumises à la personne publique dans les mêmes conditions que le plan de progrès initial. Toutefois, le titulaire peut, en dehors des échéances du plan de progrès, proposer à la personne publique toute opportunité d'amélioration identifiée.

Les gains de productivité identifiés sont également repartis entre la personne publique et le titulaire.

En cours d'exécution, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter ce plan de progrès, du fait de l'Administration (baisse ou suspension des prestations) ou de tout autre élément extérieur ne pouvant pas être connu du titulaire lors de la validation du plan de progrès, celui-ci peut être modifié par ordre de service.

Exécution du plan de progrès

Une fois le plan de progrès validé, les améliorations proposées par le titulaire constituent, chacune dans le cadre de son domaine d'action, **un résultat attendu quantifiable**.

L'avenant relatif au plan de progrès identifie clairement les résultats attendus ainsi que les moyens de les mesurer notamment au travers des contrôles contradictoires planifiés par l'Administration.

11 ACHATS RESPONSABLES AU SEIN DU MINISTÈRE DES ARMÉES

11.1 Incitation à la démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »

Le MINARM a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ce marché, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 : 2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le MINARM de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

11.2 Incitation au soutien à l'activité réserve et à la garde nationale

Le MINARM souhaite favoriser et valoriser la garde nationale, créée le 13 octobre 2016, qui est un nouveau modèle de sécurité citoyenne adossé à la base des réserves opérationnelles de premier niveau des armées et des formations rattachées relevant du ministère des armées, les réserves opérationnelles de premier niveau de la gendarmerie nationale et la réserve civile de la police nationale, relevant du ministère de l'intérieur.

A ce titre, outre les dispositions légales qui obligent les employeurs civils à libérer leurs collaborateurs réservistes 5 jours par année civile dans le cadre de leur activité de réserve, le titulaire est invité à mettre en œuvre des dispositions favorables à la disponibilité et à la réactivité de leurs collaborateurs réservistes. Ils peuvent à cet effet signer une convention de soutien à la politique de la réserve militaire avec le ministère des armées.

Ces conventions ont comme objectifs de faciliter la disponibilité et la réactivité des salariés de l'entreprise titulaire d'un engagement à servir dans la réserve (ESR), maintenir, tout ou en partie, les conditions de rémunération des salariés-réservistes pendant leurs activités militaires, resserrer les liens entre l'entreprise et les forces armées par l'intermédiaire de ces réservistes et du référent-défense désigné dans l'entreprise, l'interlocuteur direct du secrétariat général de la garde

nationale et mettre en place le socle d'un partenariat durable entre la Défense et l'entreprise permettant le développement de diverses formes de coopération.

L'entreprise signataire d'une convention peut en contrepartie bénéficier de certains avantages : (liste non exhaustive)

- Assimilation de certaines périodes de réserve à la formation professionnelle continue et la récupération des coûts salariaux correspondants,
- Inscription à des formations et des stages proposés par le ministère des armées, Intégration des valeurs portées par la réserve au sein de la responsabilité sociétale (RSE), Attribution de la qualité « de partenaire de la Défense nationale »,
- Accès à l'information relative à la Défense et à la sécurité nationales,
- Connexion au réseau des entreprises partenaires de la Défense,
- Accès au prix de la réserve militaire, prix remis chaque année par le ministère des armées ou son représentant afin de récompenser une entreprise qui a particulièrement œuvré pour la réserve militaire durant l'année écoulée,
- Bénéfice du savoir-faire et du savoir-être que les collaborateurs-réservistes développent : gestion du stress, dépassement de soi, engagement, adaptabilité, disponibilité, loyauté, management, esprit d'équipe, souci de rendre compte, éthique et compliance, expertises techniques...,
- Epanouissement et équilibre des collaborateurs-réservistes par la reconnaissance de leur engagement civique.

Le secrétariat général de la garde nationale vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : contact@garde-nationale.gouv.fr , et les sites internet : <https://www.reservistes.defense.gouv.fr> et <https://www.defense.gouv.fr/reserve>

12 INCITATION A LA CERTIFICATION DES ENTREPRISES SUITE A L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le MINARM peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché » (CBEM), ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du MINARM qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié pour faute du titulaire ».

Toute demande de certificat doit être envoyée à l'adresse suivante :
pfc-sud-ouest-bap-sm1.contact.fct@intradef.gouv.fr

13 DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent C.C.A.P.	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
3.2 Début d'exécution	13.1.1 du CCAG/FCS 3.7.1 du CCAG/FCS	Date de début d'exécution Autorité habilitée à émettre des bons de commande
6.2.2 Emission et exécution des bons de commande	3.7.1 du CCAG/FCS	Autorité habilitée à émettre des bons de commande
6.9.1.A Clause sociale d'insertion	16.1.1 du CCAG/FCS	Publics éligibles à l'action d'insertion
6.12.2 Opérations de vérification et admission des prestations	27 à 30 du CCAG/FCS	Suivi opération de vérification
6.12.2 Opérations de vérification et admission des prestations	30.1 du CCAG/FCS	Admission des prestations
6.13.1 Pénalités liées à l'exécution	14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS	Application des pénalités
10.1 Forme des notifications et des informations	3.1.2 du C.C.A.G/F.C.S	Notifications et informations